

Nathalie Arthaud

une candidate communiste
à l'élection
présidentielle



Pourquoi une candidature communiste ?

Pour que, face aux candidats qui considèrent que l'organisation capitaliste de l'économie est la seule concevable, s'exprime un courant qui combat le capitalisme dont la crise souligne la folie et l'injustice fondamentale, et qui a pour programme d'y mettre fin.

Pour populariser des objectifs dont la classe ouvrière pourra s'emparer lors de ses luttes futures inévitables et qui, imposés aux possédants, feraient basculer le rapport des forces entre exploités et exploités. Seul ce changement de rapport de forces permettra aux exploités de prendre et de garder l'initiative au lieu de subir, en ébranlant le pouvoir dictatorial des puissances d'argent sur l'économie.

Pour permettre à toutes celles et ceux qui sont en accord avec ce programme de lutte, de l'exprimer par leurs votes. Pour que les électeurs des classes populaires aient dans cette élection un autre choix qu'entre des candidats qui, s'ils sont élus, gouverneront tous au profit des riches.

Pour que se fasse entendre une voix communiste révolutionnaire.

C'est cette voix que veut faire entendre Nathalie Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière.

Mais qu'est-ce qu'être communiste aujourd'hui ?

C'est avoir pour programme le renversement de la dictature de la classe capitaliste sur une économie qu'elle conduit à la ruine.

C'est militer pour l'expropriation de la grande bourgeoisie, afin que les richesses et les moyens de les produire soient mis sous le contrôle exclusif de la collectivité de ceux qui travaillent et produisent. Ainsi la production serait consacrée à la satisfaction des besoins de tous au lieu de laisser l'économie guidée par la recherche du profit privé. Il est inacceptable qu'une minorité de privilégiés puisse transformer en biens privés ce qui résulte de l'effort de tous. Il est irrationnel que l'humanité, qui accroît sans cesse sa maîtrise sur la nature, soit désarmée devant ce qui résulte de sa propre activité, que la crise et la spéculation soient plus menaçantes pour la société que les fléaux naturels.

Le communisme, c'est permettre à la collectivité de maîtriser son activité économique afin que tous les êtres humains accèdent de façon égale aux biens matériels et culturels que la société est capable de

produire en ce 21^e siècle. Cette perspective ne pourra se réaliser que si la classe ouvrière, la classe de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, enlève le pouvoir à la bourgeoisie et à ses représentants pour l'exercer elle-même, collectivement et démocratiquement.

La crise ne devrait-elle pas inciter les différentes classes sociales à se serrer les coudes ?

C'est ce qu'essayent de nous faire croire les privilégiés, tous ceux qui continuent à s'enrichir pendant que les licenciements se multiplient, que le chômage s'aggrave, et qu'un nombre croissant de travailleurs tombent dans la pauvreté.

Ce ne sont pas les communistes qui prônent la lutte des classes, ce sont les possédants, le grand patronat, les puissances d'argent qui la mènent. La seule question qui vaille pour les exploités est de savoir s'ils acceptent, résignés, les coups que leur portent ceux qui dominent la société, ou s'ils se battent pour leur droit à une existence digne.

Pourquoi la solidarité nationale est-elle une tromperie ?

La minorité qui continue à s'enrichir malgré la crise y parvient en appauvrissant la majorité. La « solidarité nationale » prônée par les dirigeants politiques est destinée à dissimuler cette réalité. On essaye de nous faire croire que ce qui est bon pour les banquiers et le grand patronat est bon pour toute la société. C'est un mensonge.

En répétant, par exemple, que le remboursement de la dette de l'État est un impératif qui concerne tout le monde, on nous trompe doublement. L'État ne s'est pas endetté pour aider les plus pauvres à sortir la tête de l'eau, mais pour inonder d'argent les grandes entreprises capitalistes et les banquiers. C'est à ceux qui ont profité des emprunts de rembourser, pas à la majorité qui n'en a pas vu la couleur.

Et puis, accepter une logique qui garantit le profit des banquiers mais qui refuse de garantir l'emploi et le salaire, le seul moyen d'existence de la majorité exploitée de la population, ce serait bénir le fouet avec lequel les grands possédants frappent ceux dont ils s'approprient les fruits du travail.

Quels sont les vrais maîtres de la société ?

Rarement il a été aussi patent que pendant cette crise que le grand capital, les financiers, les monopoles nationaux et internationaux imposent leur loi à tous, même lorsque leurs décisions sont catastrophiques pour toute la société. Les chefs d'État s'inclinent devant leur puissance et exécutent servilement leurs exigences. Ils ont tous, de Sarkozy à Obama, poussé les hauts cris au début de la crise financière, contre les banquiers, les spéculateurs, et contre leur comportement irresponsable. Ces criaileries n'ont duré qu'un temps. Ils n'ont rien fait contre ces « irresponsables ». Mieux, ou pire pour la société : ils continuent à leur verser des milliards que ces irresponsables utilisent pour spéculer comme avant, mais à une échelle toujours plus grande. Les milliards empochés par cette minorité sont prélevés sur la majorité de la population. Les plans d'austérité qui se généralisent partout constituent la facture qu'ils présentent aux pauvres pour que ces derniers payent la générosité des États envers les banquiers et les riches.

La seule politique correspondant aux intérêts de la majorité de la société serait d'exproprier les banques et les entreprises financières sans indemnité ni rachat et de soumettre leur activité au contrôle de la population. Cela exige de les affronter au lieu de leur obéir.

Mais écarter Sarkozy de la présidence ne serait-il pas un premier pas, même modeste, dans le sens du changement ?

Sarkozy et son équipe, cyniques serviteurs des riches, sont vomis par le monde du travail. Mais ceux qui disent qu'il faudrait le mettre dehors savent au fond d'eux-mêmes qu'ils n'ont rien à attendre de l'arrivée au pouvoir d'un Hollande. Et, avec juste raison.

Le véritable pouvoir n'est pas entre les mains de ceux qui sont élus, députés, sénateurs ou même président de la République. Il est dans les conseils d'administration des grandes entreprises capitalistes et des banques, il est entre les mains des états-majors de l'armée et de la police, des hauts fonctionnaires qui ne sont pas élus et qui restent dans l'ombre mais qui assurent la permanence de la politique. Les gouvernements peuvent changer, le président aussi, mais ils ne sont que des fusibles destinés à sauter si le mécontentement, si grand soit-il, ne s'exprime que

dans les urnes. Les hauts serviteurs de l'État, dévoués corps et âme à la classe sociale qui domine la société, la bourgeoisie capitaliste, restent en place, continuent à faire tourner la machine et à mettre à exécution la politique exigée par les puissances d'argent.

Un autre gouvernement ne pourrait-il pas mener une autre politique, un peu plus équitable, au moins envers les travailleurs, les chômeurs, les retraités ?

Par ces temps de crise, moins que jamais, du moins si le gouvernement n'est pas soumis à une pression d'en bas tellement puissante que les possédants eux-mêmes lâchent du lest de peur d'avoir tout à perdre. Même des dirigeants qui seraient bien disposés à l'égard des classes exploitées se heurteraient au mur de l'argent et à la puissance du grand patronat et de tous ses serviteurs à tous les niveaux de l'appareil d'État.

Et, de plus, le passé a prouvé maintes fois que le Parti socialiste, quand il est au gouvernement, n'est bien disposé à l'égard des classes populaires que dans la mesure où cela ne touche pas les intérêts de la grande bourgeoisie. Mitterrand aussi bien que Jospin ont renié les quelques engagements qu'ils avaient pris vis-à-vis des travailleurs et les ont déçus.

C'est bien pourquoi il ne peut pas être question pour des communistes révolutionnaires de participer à un gouvernement qui, étant donné le rapport des forces actuel entre exploités et exploités, est inévitablement le « conseil d'administration » de la bourgeoisie.

Mais comment changer la vie si ce n'est pas par les élections ?

Pas par le changement de gouvernement dans le cadre du jeu institutionnel conçu et mis en place pour préserver la domination sociale de la bourgeoisie capitaliste. Il n'y a de salut pour la classe exploitée que dans la révolte, dans les luttes sociales assez puissantes pour briser ce cadre et mettre en cause le pouvoir économique et social de la grande bourgeoisie.

Y a-t-il encore une force assez puissante pour mettre en cause le pouvoir de l'argent et de ceux qui le possèdent, dans la société d'aujourd'hui, très diversifiée, très complexe ?

Aussi complexe que soit la société moderne, elle est composée en majorité de femmes et d'hommes qui n'ont pour vivre que leur capacité de travailler et le salaire qu'ils touchent en contrepartie de leur travail. Leurs métiers peuvent être extrêmement divers, leurs formations aussi et, bien sûr, la vie d'un ingénieur correctement payé, d'un pilote d'avion, n'est pas la même que celle d'un ouvrier sur chaîne ou d'une caissière de supermarché. Ils ont cependant en commun qu'en perdant leur emploi, ils perdent tout car ils n'ont pas de capital pour vivre en parasites en exploitant les autres. Ils n'ont aucune raison objective de défendre le pouvoir du grand capital car, de capital, ils n'en possèdent pas. Les intérêts de ceux qui possèdent des capitaux ne sont pas les leurs.

Toute cette classe sociale a encore une chose en commun : c'est grâce à son travail que la société fonctionne. C'est sa place décisive dans la production, son nombre, qui lui donnent la force susceptible de s'opposer à la force de l'argent. Mais cette force ne peut se déployer vraiment que si les exploités prennent conscience de l'identité fondamentale de leurs intérêts et de l'antagonisme fondamental entre leurs intérêts communs et ceux de la grande bourgeoisie.

La lutte des salariés pour refuser les sacrifices que le grand patronat et le gouvernement leur imposent n'est-elle pas l'expression d'un égoïsme catégoriel, comme le répètent si souvent ceux qui gouvernent ?

Non : là encore, c'est l'idée que voudraient nous imposer tous ceux qui servent la soupe aux riches. Ils présentent l'avidité de nos exploités comme une vertu, et les réactions défensives des exploités comme de l'égoïsme par rapport à « l'intérêt national ». Ils ne cessent de s'en prendre, dans la presse ou à la télévision, à ceux qui sont en grève, les accusant de « prendre en otages » tantôt les usagers, tantôt des consommateurs, alors même que ce sont les banquiers qui rackettent toute la population !

Les salariés, en y incluant évidemment les chômeurs et les retraités, constituent la majorité de la population. La majorité, surtout, de la population active. C'est leur travail qui fait fonctionner toute la société. C'est cette classe sociale qui produit dans les usines, sur les chantiers, qui assure la manutention et la vente dans les grandes chaînes de distribution. C'est elle qui assure l'organisation du travail dans les entreprises et la gestion des banques. C'est elle qui fait rouler les trains, voler les avions. C'est elle qui enseigne dans les écoles, soigne dans les hôpitaux. Elle est la principale classe productive. Toute la vie sociale et économique repose sur son travail. Elle a le droit et le devoir moral, humain, de défendre ses conditions d'existence.

Pourquoi parlez-vous tout le temps de « travailleurs », et pas de « chômeurs » ?

Les chômeurs font partie intégrante de l'ensemble des travailleurs. S'ils n'ont pas d'emplois, ce n'est pas en raison d'un choix personnel, pas plus qu'en raison d'un niveau insuffisant de qualification ou d'une formation inadaptée, comme le prétendent ceux qui gouvernent. S'ils sont chômeurs, c'est parce qu'ils ont été licenciés ou, pour ce qui est des jeunes en particulier, parce que le système en crise n'offre pas assez d'emplois.

Avec l'aggravation de la crise, toutes les catégories professionnelles peuvent être poussées vers le chômage, les travailleurs non qualifiés aussi bien que des ingénieurs ou des chercheurs hautement qualifiés.

En fait, à quelque catégorie de salariés qu'ils appartiennent, les travailleurs sont tous des chômeurs en puissance. Et le combat contre le chômage doit être l'objectif de l'ensemble des travailleurs, y compris et surtout de ceux qui ont encore un emploi parce qu'ils ont le plus de moyens pour peser sur le grand patronat.

Font partie intégrante de la classe ouvrière, tout autant que les chômeurs, ceux que les aléas de la vie, et de la vie professionnelle en particulier, ont mis dans l'incapacité de travailler : handicapés, accidentés du travail, allocataires de toute sorte.

Mais comment se défendre lorsque le chômage s'accroît et que les patrons peuvent d'autant plus mettre à la porte les récalcitrants qu'ils trouvent facilement des chômeurs contents d'être embauchés, même pour moins cher ?

Il est vrai que le chômage rend le rapport de forces plus favorable au patronat. Mais pour nombreuses que soient les entreprises qui ferment, bien plus nombreuses sont celles qui tournent. Elles ont beau faire une part importante de leurs profits dans les opérations financières, l'accroissement global des profits de la bourgeoisie vient tout de même des bénéfices résultant de l'exploitation des travailleurs. Si la classe ouvrière arrêta de produire, ce sont tous les profits, y compris ceux qui sont réalisés dans les spéculations financières, qui s'écrouleraient.

La classe ouvrière a les moyens et la possibilité de se défendre tout autant qu'avant la crise. Ce que la crise et le chômage ont changé, c'est qu'on ne peut plus défendre efficacement ses conditions d'existence dans le cadre d'une seule catégorie, d'une seule entreprise ou d'une seule profession. L'ensemble du monde du travail a le même intérêt fondamental à imposer aux possédants capitalistes ses exigences. La lutte d'ensemble, seule, permet à la classe ouvrière de déployer toute sa force. La pire des choses pour la classe ouvrière serait de ne pas savoir surmonter les divisions artificielles imposées par la bourgeoisie. La pire des choses serait que les travailleurs qui n'ont pas de travail voient en ceux qui en ont des adversaires, et que ceux qui en ont craignent que les chômeurs prennent leur place. La pire des choses serait que les travailleurs cherchent dans leurs propres rangs des boucs émissaires : travailleurs immigrés, travailleurs précaires, femmes, jeunes ou anciens.

Comment imposer les exigences vitales des travailleurs ?

Elles ne peuvent être imposées que par une lutte collective des travailleurs, suffisamment massive, suffisamment explosive, pour menacer réellement la classe capitaliste. Nul ne peut prédire quelle injustice patronale, quelle provocation contre les travailleurs, quelle mesure gouvernementale, déclenchera cette vague puissante. Ce qui est certain, c'est que c'est une nécessité car la classe capitaliste ne lâchera rien sans

sentir la colère ouvrière et la menace sur ses profits et sur sa fortune.

Ce qui peut, en revanche, être prévu et préparé, ce sont les revendications qui permettraient d'unir tous les travailleurs autour d'objectifs qui leur sont communs.

Voilà pourquoi il est nécessaire d'établir un programme de lutte, d'en débattre et de le populariser dans le monde ouvrier bien avant que sonne l'heure de la mobilisation.

Quels sont les objectifs à imposer aux possédants et aux gouvernements, quels qu'ils soient ?

Le premier fléau qui frappe la classe ouvrière en cette période de crise est le chômage. Face aux licenciements, il faudra imposer l'interdiction de tout licenciement, quitte à ce que les entreprises concernées répartissent le travail entre tous sans diminution de salaire. Pour financer cela, il faut prendre sur les profits des entreprises qui seraient infiniment mieux utilisés de cette façon qu'en étant distribués aux actionnaires et placés sur les marchés financiers, c'est-à-dire dans la spéculation. Si, la crise s'aggravant, les profits du présent ne suffisaient pas, il faudrait alors puiser dans les profits du passé, accaparés par les propriétaires et actionnaires des entreprises et accumulés dans des fortunes privées.

Il faut aussi imposer à l'État qu'il revienne sur la politique aberrante qui consiste à supprimer des emplois dans les services publics, aggravant ainsi le chômage tout en diminuant la qualité du service. Il n'y a pas trop d'enseignants, pas trop de personnel dans les hôpitaux, pas trop de postiers, pas trop d'agents dans les transports publics, pas trop de personnel technique un peu partout. Il faut imposer à l'État la création de nouveaux services publics, en commençant là où le secteur privé est manifestement défaillant comme dans le domaine de la construction de logements corrects mais à prix abordables pour les revenus modestes ou, encore, dans le domaine de l'aide aux personnes âgées et dépendantes.

Face à la dégradation du pouvoir d'achat, aussi bien du fait des hausses de prix qui s'accroissent que des taxes et prélèvements divers imposés par l'État, il faut une augmentation générale de tous les salaires, retraites et pensions. C'est indispensable pour rattraper le pouvoir d'achat déjà perdu au fil du temps. Les 1 700 euros revendiqués

par certaines centrales syndicales devraient être un minimum net qui ne puisse pas souffrir d'exception. Pour l'avenir, il faut que le pouvoir d'achat soit garanti par l'échelle mobile, l'indexation des salaires, retraites et pensions sur les hausses de prix, mesurées par la population elle-même, mobilisée pour cela, et pas par des officines gouvernementales.

Face à l'attitude du grand patronat qui consiste à détourner les profits des entreprises vers des opérations financières, vers une spéculation catastrophique pour l'économie, il faut mettre fin au pouvoir absolu des conseils d'administration sur les entreprises et, partant, sur l'économie. Les entreprises sont les lieux où se crée la richesse sociale grâce à la collaboration de milliers de travailleurs, de la base à l'encadrement. L'activité sociale et ce qui en résulte ne doivent pas dépendre d'un petit comité secret au pouvoir dictatorial qui représente exclusivement les intérêts des propriétaires et des gros actionnaires, mais doivent être soumis au contrôle de tous : les travailleurs de l'entreprise en premier lieu, mais aussi les consommateurs, les usagers et tous ceux dont l'existence est liée aux décisions d'une entreprise.

Comment assurer ce contrôle ?

La première condition de ce contrôle est de supprimer immédiatement toutes les lois qui assurent le secret des affaires, derrière lequel les patrons dissimulent aussi bien tous les mauvais coups qu'ils préparent contre leurs propres travailleurs mais aussi tous leurs mensonges concernant la qualité ou l'utilité de leurs produits, toutes les atteintes à l'environnement ou à la santé, tous les gaspillages, à commencer par le détournement des profits vers les opérations financières. Combien de scandales actuels, de celui de l'amiante à l'escroquerie sur les prothèses mammaires en passant par le Mediator, ce médicament qui tue, montrent l'irresponsabilité des capitalistes à l'égard de la société !

La suppression du secret des affaires rendrait possible au moins que tous ceux qui sont au courant d'un projet de la direction, dommageable pour les travailleurs de l'entreprise ou dommageable pour les usagers ou les consommateurs, puissent rendre publics les mauvais coups qui se préparent et en informent ceux qui sont concernés.

Mais le contrôle ne deviendra réel, complet, que si les travailleurs d'une entreprise en ont la préoccupation et se mobilisent pour cela.

Un contrôle réel signifie que l'on sache non seulement ce que produit l'entreprise et par quelles méthodes, mais aussi qui sont les fournisseurs et les sous-traitants, quelles sont les conditions des contrats qui les lient, quels sont les coûts réels en tenant compte des dessous-de-table, quels sont les prix de vente et quelles sont les marges ? Cela signifie surveiller en permanence l'argent qui rentre et l'argent qui sort, à quoi servent les bénéfices, quelle est la part qui en est distribuée aux actionnaires, directement sous forme de dividendes ou indirectement sous de multiples formes : jetons de présence aux réunions du conseil d'administration, primes et avantages en nature de toutes sortes, quels sont les privilèges accordés aux dirigeants et aux cadres supérieurs, des retraites-chapeaux aux appartements, en passant par les voitures de fonction ?

Dès que les patrons sont confrontés à une revendication même minime de leurs salariés, leur réaction standard est d'invoquer l'impossibilité pour leur trésorerie d'y faire face. Eh bien, il faut les obliger à présenter leurs comptes. Non pas ceux qu'ont établis leurs avocats fiscalistes, destinés à tromper un fisc complaisant, mais les comptes réels. Dès qu'il s'agit de justifier des licenciements collectifs, les patrons invoquent la compétitivité sur le marché national ou mondial. Vérifier et rendre publics tous les comptes permettrait aussi de démontrer que, pour baisser les prix à la production et donc pour augmenter la compétitivité d'une entreprise, il y a une autre voie que celle qui consiste à diminuer les salaires. Il suffit de diminuer les dividendes des actionnaires.

Les travailleurs ont-ils les moyens de contrôler le fonctionnement d'une entreprise ?

Oui. Ceux qui font tout dans cette entreprise ont les moyens de tout contrôler. Tout dans une entreprise passe entre les mains de ses travailleurs. Les ouvriers, les magasiniers, les techniciens savent tout de la nature de ce qu'ils produisent, de ses qualités et défauts, ils savent d'autant plus tout des stocks que ce sont eux qui les manipulent et qui, le cas échéant, doivent se débrouiller pour rattraper les loupés. Les employés, les comptables de l'entreprise, les informaticiens chargés d'entrer les données, savent tout des comptes de l'entreprise. Il suffit de centraliser les éléments épars pour en savoir plus sur l'entreprise que son PDG et, à plus forte raison, que les propriétaires et les gros

actionnaires, qui souvent ignorent même ce que l'entreprise produit, laissant les tâches de la gestion à des cadres salariés et se contentant de surveiller le montant et la progression de leurs profits.

En exerçant en permanence ce contrôle, les travailleurs se rendraient vite compte que les « plans de licenciement » ne sont pas imposés par des nécessités économiques abstraites mais résultent de choix. Les bas salaires et leur blocage résultent du même type de choix, privilégiant systématiquement la rétribution du capital par rapport au pouvoir d'achat de ceux sans le travail de qui le capital ne pourrait pas rapporter du profit. Le contrôle amène tout naturellement à la conscience que les travailleurs mobilisés peuvent imposer aux capitalistes d'autres choix.

Le contrôle des entreprises par les travailleurs et par la population n'est-il pas contradictoire avec le droit des propriétaires capitalistes ?

Si. En exerçant leur contrôle, les travailleurs ne se rendraient pas seulement compte que, dans tel ou tel cas concret, il est possible de prendre d'autres décisions que celles imposées par la recherche du profit maximum. Ils se rendraient aussi compte que la société peut se passer des capitalistes, que l'économie peut tourner autrement que tirée par la seule course au profit individuel, mais aussi que les travailleurs peuvent diriger l'économie, collectivement. Ce sont eux qui la font déjà fonctionner. Les travailleurs ont collectivement tous les moyens de prendre les décisions, même et surtout les plus importantes : à quelle production consacrer la capacité de production des entreprises, avec quels moyens ? Ils auraient au départ cette supériorité sur les conseils d'administration capitalistes que leur motivation ne serait pas le profit individuel d'une poignée de riches propriétaires ou actionnaires.

Mais ce serait la mise en cause de la propriété !

Oui, et alors ? Cette propriété-là, celle des grandes entreprises par les groupes capitalistes, ne résulte certes pas de l'accumulation de l'argent gagné à la sueur de leur front par les grandes familles bourgeoises. Elle résulte non seulement de l'exploitation de leurs travailleurs, mais

de la spoliation de leurs fournisseurs et sous-traitants et, s'agissant de la grande distribution, de la spoliation des paysans producteurs obligés d'accepter des prix qui ne rétribuent même pas leur travail.

L'antagonisme entre les intérêts des propriétaires et ceux des travailleurs ne serait-il pas une source de chaos, incompatible avec le fonctionnement normal de l'économie ?

C'est le fonctionnement « normal », c'est-à-dire actuel, capitaliste, de l'économie qui est une source de chaos. Il suffit de constater le chaos engendré dans l'économie mondiale par la spéculation et les manipulations des banques.

Mais il est vrai que les deux systèmes sont incompatibles. Ou bien ce sont les capitalistes qui conservent la direction de l'économie, avec le résultat que l'on voit clairement avec la crise, où la société crève, non pas suite à une catastrophe naturelle, ni même parce qu'il n'y a pas assez de capacités de production, mais parce qu'il y en a trop et utilisées en dépit du bon sens. Ou bien les travailleurs écartent la bourgeoisie de la direction de l'économie, en lui enlevant la propriété des entreprises et des banques, en remettant les grands moyens de production à la collectivité afin qu'elle puisse les gérer démocratiquement pour orienter la production en fonction des besoins de tous et pas des profits individuels d'une minorité.

Le choix entre les deux ne peut se décider que dans la lutte sociale poussée à son extrême : la lutte pour le pouvoir opposant la majorité laborieuse de la population à une classe privilégiée de plus en plus parasitaire, incapable de maîtriser sa propre économie.

Les travailleurs de ce pays ont-ils à craindre ceux d'autres pays ?

Non, quoi qu'en disent les démagogues chauvins qui sont à l'extrême droite, mais pas seulement. Prétendre cela est toujours un moyen de détourner le regard des travailleurs de leur ennemi véritable, la classe capitaliste qui les exploite d'ordinaire et les pousse à la pauvreté en cette période de crise.

Les travailleurs sont partout victimes de la crise. Ils subissent partout des plans d'austérité. Ils ont partout le même intérêt à s'opposer

à leurs exploiters qui sont souvent les mêmes groupes industriels ou financiers qui, eux, ne connaissent pas de frontières pour s'enrichir sur le dos des exploités. « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !* », ce mot d'ordre est plus d'actualité que jamais. Les travailleurs des différents pays sont des frères dans le combat commun contre le grand capital.

Dans une économie mondiale complètement interdépendante, le même produit résulte de la participation aux différentes phases de sa production d'un grand nombre de travailleurs d'un grand nombre de pays, depuis l'extraction des matières premières jusqu'au produit final. Les travailleurs ne pourront se débarrasser de leurs exploiters que s'ils unissent leurs efforts à l'échelle internationale. Une organisation supérieure de l'économie ne peut résulter que de la coopération consciente et fraternelle de tous les travailleurs du monde.

Il n'y a pas les salariés, les chômeurs et les retraités qui, dans les classes populaires, subissent les conséquences de la crise !

Non, en effet. Petits paysans, commerçants et artisans payent chèrement la volonté du grand capital de continuer à grandir même pendant la crise. Ils la payent par les conditions de plus en plus draconiennes qui leur sont imposées par les entreprises capitalistes de l'industrie ou de la distribution dont dépendent leurs revenus, soit en tant que fournisseurs, soit en tant que clients. Ils la payent par des conditions de crédit de plus en plus difficiles du côté des banques, alors pourtant que ces dernières bénéficient de la part des banques centrales de crédits quasi gratuits. Ils la payent aussi parce que les prélèvements croissants de l'État les saignent alors que les impôts des grandes sociétés cotées en Bourse sont ridiculement bas, sans compter tous les passe-droits et toutes les niches fiscales que leurs avocats spécialisés savent trouver. Les membres des catégories populaires dont le revenu est lié aux salaires ouvriers subissent les conséquences de la baisse du pouvoir d'achat de leurs clients, et la fermeture d'une usine, catastrophe pour les travailleurs licenciés, en est une aussi pour tous les petits commerçants du voisinage.

Les véritables profiteurs de la société, ceux qui ne travaillent pas et gagnent des milliards, ont l'habitude de dresser les uns contre les

autres tous ceux qui gagnent leur vie en travaillant eux-mêmes. Ouvriers, artisans, petits commerçants et paysans ont au contraire des intérêts communs et ils peuvent se battre pour des objectifs qui les unissent face à la classe capitaliste. Le contrôle de la population sur les entreprises capitalistes qui exploitent les uns et étranglent les autres est un de ces objectifs communs possibles. Comme en est un le contrôle du système bancaire et de l'attribution des crédits.

« C'est une révolution ! », s'indigneront tous ceux qui sont attachés, par intérêt ou par ignorance, à l'organisation actuelle de l'économie

Oui, ce serait une révolution. Mais c'est justement parce que les communistes révolutionnaires ne redoutent pas cette conclusion ultime qu'ils peuvent avancer les objectifs visant à garantir les intérêts des exploités face aux politiques qui visent, au contraire, à préserver les privilèges de la classe capitaliste.

Seuls les communistes révolutionnaires, qui n'ont aucun lien avec la bourgeoisie et ne sont pas intégrés dans ses institutions politiques, ne redoutent pas les conséquences d'une lutte des travailleurs qui prend de l'envergure et menace l'ordre économique et social actuel. Ils considèrent, au contraire, les luttes des exploités comme le seul moyen d'ouvrir des perspectives devant la société. Ils les souhaitent, ils y prennent leur part et les préparent.

« Une économie sans capitaux et profits privés, basée sur la propriété collective et une production démocratiquement décidée, ne pourra jamais marcher », s'écrieront d'autres

Ce type d'argument est toujours celui qu'invoquent les défenseurs d'un ordre social dépassé et devenu incapable d'assurer le développement de l'humanité. Pour les rois, les princes, la noblesse de l'Ancien régime, de plus en plus parasites, il ne pouvait y avoir rien de meilleur que l'organisation sociale qui assurait leurs privilèges. Elle devait être éternelle. Jusqu'à ce que la révolution de 1789 rende l'impossible possible.

Mais que pensez-vous de toutes les propositions discutées entre dirigeants, voire dans les instances internationales, et que l'on présente comme des solutions possibles à la crise ?

On nous inonde, en effet, à longueur d'émissions de radio ou de télévision, de déclarations politiques, de débats en tout genre : faut-il sortir de l'euro ou y rester ? Faut-il des mesures protectionnistes ? Faut-il « produire français » ou « acheter français » ? Comment réguler les banques tout en continuant à leur donner de l'argent ? Faut-il fermer les frontières devant des produits, voire des travailleurs venus d'ailleurs ?

Toutes ces discussions, que l'on nous présente comme décisives pour l'avenir de la société, ne sont que de la poudre aux yeux ! Ce sont des boniments de charlatans car tout ce « beau monde », économistes distingués, hommes politiques ou chefs d'État, ne maîtrise absolument pas l'économie capitaliste. Le seul moteur de celle-ci est la recherche effrénée de profit des possesseurs de capitaux et la loi de la jungle que cela engendre. S'il y avait une solution, depuis que dure la crise, ils auraient eu le temps de la trouver !

La pire des choses serait que les travailleurs se divisent sur ces questions, au lieu de se battre pour leurs propres exigences, leur droit d'avoir un emploi et un salaire correct, en somme pour ne pas être les victimes d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Mais tout cela n'est pas en cause dans les élections. Alors quel est l'intérêt de présenter une candidate à la présidentielle ?

Les élections ne permettent pas de changer les choses. Elles permettent seulement de s'exprimer. Mais c'est un droit que les travailleurs de ce pays ont mis des décennies à conquérir. Dans nombre de pays, ils en sont encore privés.

Il ne faut jamais abandonner un droit conquis, mais il faut savoir l'utiliser efficacement. Les électeurs des classes exploitées, si souvent trompés et grugés, ont bien des raisons de se tourner de plus en plus vers l'abstention. S'abstenir n'exprime cependant pas seulement le dégoût légitime envers ceux qui gouvernent, mais aussi la résignation.

Refuser de choisir entre différentes options politiques, toutes favorables à la bourgeoisie, est une chose. Rejeter toute politique, y compris une politique favorable aux intérêts des travailleurs, est une façon de laisser le monopole de la politique à nos exploités. Aux politiques favorables à la bourgeoisie, il faut opposer une politique représentant les intérêts des travailleurs et des exploités.

La candidate communiste ne sera donc qu'une candidate de témoignage ?

Et les autres ? En dehors des deux qui arriveront en tête au premier tour et qui seront qualifiés pour le second, ils ne seront tous que des candidats de témoignage. Comme le sera même celui qui aura perdu au second tour. De plus, à en juger par l'absence de la moindre différence politique entre certains candidats qui acceptent par avance de gouverner ensemble, leurs candidatures ne témoigneront même pas de quoi que ce soit, si n'est de leurs seules ambitions personnelles.

Une candidature communiste témoignera, au moins, de la persistance d'un courant révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Ce courant s'intitulait il y a plus d'un siècle « socialiste », puis « communiste ». Il regroupait celles et ceux qui aspiraient à la révolution sociale, à l'émancipation des travailleurs, à une société égalitaire, même lorsque les dirigeants de ces courants menaient des politiques très éloignées de ces idéaux. Il faut que cette aspiration soit représentée partout dans cette élection.

Il y aura de la part des bien-pensants – il y a déjà – une pression pour le vote « utile ». Le Parti socialiste s'en sert déjà pour tenter d'imposer que tous ceux qui souhaitent mettre Sarkozy dehors votent pour Hollande dès le premier tour. C'est une façon de contraindre l'électorat populaire à entrer dès le premier tour dans le carcan des institutions qui ne laisse au deuxième tour que le choix de celui qui, des deux candidats, mènera la politique de la bourgeoisie.

Il faut refuser cette pression. Même ceux qui, dans l'électorat populaire, par dégoût de Sarkozy, choisiront de voter pour Hollande au deuxième tour, ont intérêt à exprimer au premier tour qu'ils ne lui font pas confiance, qu'ils le garderont à l'œil et que, même avec la gauche au pouvoir, ils sauront imposer leurs exigences.

En quoi défendre un programme de lutte dans une élection peut-il être utile pour sa réalisation ?

Les bulletins de vote, même en faveur d'une candidate communiste révolutionnaire, ne remplacent en rien les luttes réelles des travailleurs. Mais ils donnent aux électeurs des classes populaires le moyen d'affirmer qu'ils sont d'accord avec ce programme.

Ils sont d'accord pour affirmer par leur vote que :

- Pour mettre fin au chômage, il faut imposer au grand patronat l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ; il faut imposer à l'État d'embaucher dans les services publics utiles à toute la population, qu'ils existent déjà ou qu'ils soient encore à créer.
- Pour assurer un pouvoir d'achat convenable pour tous, il faut imposer l'augmentation de tous les salaires et de toutes les retraites et pensions. Il faut garantir ce pouvoir d'achat par l'indexation automatique des salaires, retraites et pensions sur le coût de la vie mesuré par des représentants de la population.
- Il faut imposer le contrôle des travailleurs sur les entreprises industrielles et bancaires.

Ne vaut-t-il pas mieux voter, dès le premier tour, pour « le moins pire » des deux candidats qui ont une chance d'être élus au second, en l'occurrence pour Hollande ?

Certainement pas. Rien ne dit d'abord que Hollande soit le « moins pire ». Quand bien même il n'a pas la cynique dévotion de Sarkozy envers les riches, ce qu'il fera, s'il se retrouve à la présidence de la République, dépendra de l'évolution de la crise et des exigences des banquiers et du grand patronat. Bien qu'il soit encore dans l'opposition, il ne prend aucun engagement envers les classes exploitées. Comme Sarkozy, il propose la poursuite des politiques d'austérité et il le justifie de la même manière : l'endettement de l'État français. En clair, son seul engagement est que les créanciers, la bourgeoisie grande et moyenne qui est derrière les banques, continueront leur racket sur la population, alors qu'à ses yeux, les salariés ne méritent aucune garantie, ni de leur pouvoir d'achat, ni même de leur emploi.

Choisir de voter pour Hollande, c'est voter contre la personne de Sarkozy, mais pas contre sa politique. Et ce serait lui donner les moyens de se prévaloir de l'approbation populaire, même lorsque, une fois élu, il prendra les pires mesures antipopulaires.

Mélenchon affirme qu'il représente la gauche de la gauche. Pourquoi ne pas soutenir sa candidature ?

À quoi cela servirait-il ? Mélenchon n'a aucune chance d'arriver devant Hollande au premier tour et encore moins d'être élu président de la République. Lui aussi est un simple « candidat de témoignage ». Mais il ne témoigne pas des mêmes idées que Nathalie Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière.

Le courant communiste révolutionnaire n'a aucune raison de s'autocensurer et, par la même occasion, de censurer l'électorat ouvrier en lui enlevant la possibilité de se prononcer sur les objectifs défendus dans cette élection par sa candidate. Nathalie Arthaud et Mélenchon représentent deux options politiques différentes. Plutôt que de supporter, sur la base de sondages, le nombre de voix qu'obtiendra l'une ou l'autre et qui, de toute façon, ne permettront à aucun des deux d'être présent au deuxième tour, il faut laisser aux électeurs la possibilité de voter pour celui qui représente le mieux leurs idées.

Mélenchon critique Hollande, mais tout son passé de dirigeant du Parti socialiste et d'ancien ministre du gouvernement Jospin laisse prévoir que sa politique vise pour l'essentiel à récupérer, au profit de sa carrière politique, la fraction de l'électorat socialiste qui n'approuve pas la modération de Hollande. Fera-t-il partie du gouvernement socialiste si Hollande est élu ou se contentera-t-il de le soutenir ? Ce sera une affaire de circonstances qui dépendra du nombre de voix qu'il obtiendra. Et le fait que l'essentiel de la campagne de Mélenchon est assuré par les militants du Parti communiste ne rendra pas meilleure sa politique future. Cela prouve seulement que la direction du Parti communiste a choisi d'abdiquer devant Mélenchon et de mettre à la disposition de ce dernier le dévouement de ses militants.

La candidate de Lutte Ouvrière est la seule candidate communiste présente dans la campagne électorale.

Mais ces divisions de la gauche ne favoriseront-elles pas l'extrême droite de Marine Le Pen ?

Ce qui la favorise, c'est que l'électorat populaire est écoeuré par la gauche réformatrice qui, quand elle est au pouvoir, gouverne pour le compte des possédants, comme la droite, et qu'elle est tout aussi impitoyable avec les travailleurs et les pauvres. La présence de ministres communistes n'y a jamais rien changé. Chaque fois que le Parti communiste a accédé au gouvernement, il s'est toujours aligné sur le Parti socialiste qui lui permettait cette participation gouvernementale. L'alternance apparaît pour ce qu'elle est : bidon.

En dernier ressort, le seul argument du Front national pour glaner des électeurs dans les classes populaires, alors qu'il est le parti de la frange la plus réactionnaire du pays, la plus hostile au mouvement ouvrier, la plus anticommuniste, le parti des nostalgiques de Pétain et des guerres coloniales, c'est que les Le Pen n'ont jamais participé au pouvoir gouvernemental.

Mais pour ce qui est des illusions suivies de déceptions, l'électorat populaire a déjà donné. Il serait stupide de recommencer avec les Le Pen qui sont Sarkozy en pire. En pire, parce que dans l'opposition le Front national ne se différencie de Sarkozy qu'en propageant des insanités xénophobes et racistes avec une vigueur encore plus grande, au point qu'il est difficile de discerner qui copie qui.

Sans même être associé au pouvoir, le Front national est déjà nuisible à la classe ouvrière, ne serait-ce que parce que sa démagogie aboutit à dresser des travailleurs les uns contre les autres en fonction de leur nationalité, de leur origine, de leur statut légal, avec ou sans papiers. Toute politique opposant les travailleurs les uns aux autres, pire, transformant les uns en boucs émissaires des autres, et qui, par là même, obscurcit la conscience de classe des travailleurs, affaiblit ces derniers et sert les intérêts de la grande bourgeoisie.

Et si le Front national était associé au gouvernement, ce qui n'est nullement inconcevable tant les idées et les dirigeants politiques des uns et des autres sont proches, cela pousserait le pouvoir dans un sens encore plus dur pour le monde du travail, encore plus porté vers la répression de toute contestation venant de la classe ouvrière, encore plus réactionnaire.

L'éventualité d'un renforcement de l'influence électorale du Front national n'est-elle pas inquiétante pour le monde du travail ?

Si, bien sûr. Mais les élections ne sont qu'un thermomètre. Ce qui serait plus inquiétant, en effet, c'est qu'une fraction plus grande de l'électorat se retrouve dans les insanités répandues par cette organisation et que, par là même, elle se mette à la remorque des milieux les plus réactionnaires du pays, derrière ses pires ennemis.

Le Parti socialiste essaie de faire de cette inquiétude un argument électoral pour le vote en faveur de Hollande. Mais ce n'est certainement pas ce parti qui peut endiguer la montée de l'influence électorale du Front national, puisque c'est lui qui en est responsable pour une large part par ses reniements passés, par ses trahisons, par son incapacité à défendre un tant soit peu les intérêts des plus pauvres par couardise devant les plus riches.

Les catégories populaires qui, par démoralisation, se laisseraient séduire par Marine Le Pen ne pourront en être détournées que lorsque le monde du travail reprendra confiance en lui-même, contre le grand capital, et le contestera par la lutte.

Pourquoi voter et faire voter pour Nathalie Arthaud ?

Le vote en faveur de Nathalie Arthaud signifie clairement que le désaveu vient de ceux qui sont dans le camp des travailleurs, et pas de ceux qui critiquent Sarkozy parce que, à leur gré, il n'est pas assez réactionnaire, assez anti-ouvrier.

Ce sera le vote qui exprimera le désaveu le plus clair, le plus radical, contre Sarkozy, car il n'exprimera pas seulement l'hostilité à l'homme et à sa politique, mais à toute l'organisation capitaliste de la société dont il a été toujours été le serviteur obséquieux.

Ce sera un vote de rejet de tous les candidats de droite dont la seule ambition est d'offrir à la bourgeoisie leur prétention au pouvoir pour prolonger la même politique, comme Sarkozy a prolongé celle de Chirac.

Ce sera un vote de rejet de l'extrême droite dont la démagogie pour prendre la place de la droite parlementaire ne peut pas dissimuler qu'elle représente une politique encore plus menaçante pour le monde du travail.

Ce sera un vote d'opposition à Sarkozy qui exprimera en même temps la méfiance de l'électeur à l'égard de Hollande et du Parti socialiste qui, chaque fois qu'il a disposé du pouvoir politique, a toujours mené la même politique que la droite, celle ordonnée par le grand patronat.

Ce sera un vote pour exprimer son écoëurement face à un système institutionnel qui prétend représenter la volonté populaire, mais où le pouvoir réel appartient à l'argent et à ceux qui en ont beaucoup.

Ce sera un vote contre les alternances pratiquées ne permettant aux électeurs que de changer quelques têtes au sommet pour que rien ne change.

Ce sera un vote pour exprimer la conviction que, si les élections ne peuvent pas changer la vie, la lutte collective des exploités en a la force et la possibilité.

Ce sera surtout un vote pour exprimer son approbation du programme de lutte défendu par Lutte Ouvrière et sa candidate. Les votes en faveur de Nathalie Arthaud, pour minoritaires qu'ils soient, montreront qu'il existe dans l'électorat populaire une fraction qui est consciente que l'aggravation du sort du monde du travail vient de la domination du grand capital et qui est prête à la contester et à la combattre.

Et puis, au-delà de ceux qui choisiront d'affirmer leur accord avec ce programme de lutte de la seule manière claire et efficace qui soit, en votant pour Nathalie Arthaud, il y a aussi ceux tout qui, en votant pour un autre candidat de gauche, se retrouvent dans les objectifs défendus et y adhéreront lorsque l'heure de la lutte sera venue.

Pourquoi et comment participer à sa campagne ?

Nous ne pouvons pas compter sur la grande presse et sur la télévision pour propager ces idées. Elles ne se propageront que si nombreux sont ceux qui ont la volonté de les propager autour d'eux, dans leurs familles, dans leurs entreprises, dans leurs quartiers. Il y a de nombreuses façons de le faire, à commencer par la discussion avec ses proches, avec ses voisins, en diffusant des tracts, en collant des affiches. Chacune, chacun, peut apporter sa contribution, et les petits ruisseaux de l'opposition ouvrière peuvent devenir une rivière.

Et après les élections ?

Quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle, quelle que soit la majorité qui sortira des élections législatives qui suivront, les problèmes resteront entiers pour les travailleurs, pour les chômeurs, pour les retraités, pour la majorité laborieuse de la population.

Les élections n'ont pas le pouvoir d'arrêter la crise. La classe capitaliste continuera à prélever sur le monde du travail de quoi compenser, et au-delà, ce que lui coûte la crise économique. Et le gouvernement nouvellement mis en place continuera à appliquer une politique d'austérité au nom de la nécessité de rembourser la dette de l'État.

Une fois les urnes rangées, les véritables batailles resteront à mener. Les liens tissés autour de la candidature de Nathalie Arthaud et des objectifs défendus pendant la campagne, seront précieux à l'occasion de ces luttes pour démultiplier la force de ceux qui défendront ce programme de lutte et, le cas échéant, pour coordonner leurs actions.

C'est dans ce sens que la campagne électorale peut et doit devenir une étape dans la construction d'un parti communiste révolutionnaire dans ce pays.

Pourquoi un parti communiste révolutionnaire ?

Les grands partis d'aujourd'hui sont tous, sans exception, des partis au service de la bourgeoisie. Ils ont des discours différents pour se faire élire, et encore de moins en moins, mais aucun ne combat l'organisation capitaliste de l'économie, le monopole de quelques milliers de grandes familles bourgeoises sur les entreprises et sur les banques.

La classe des exploités a besoin d'un parti qui représente ses intérêts politiques, non pas seulement à l'occasion d'une consultation électorale pour pousser un cri d'indignation, mais pour peser sur la vie politique ; pour exprimer face à chaque décision du gouvernement de la bourgeoisie les exigences des exploités et pour proposer les actions nécessaires pour les faire prévaloir.

Le Parti socialiste à ses origines, à la fin du 19^e siècle, puis le Parti communiste après sa création, dans les années 1920, ont été de tels partis. Ils ont, tous les deux, fini par faillir à leur tâche et par s'intégrer dans le système institutionnel de la bourgeoisie. Ce n'est pas le lieu ici d'en évoquer les raisons mais elles sont parfaitement explicables.

Aujourd'hui que ces partis ne représentent plus le long combat du monde du travail pour son émancipation des chaînes de l'exploitation, reconstruire le parti qui reprenne le flambeau est une nécessité. Nul ne peut prévoir par quel cheminement un tel parti pourra se reconstituer. Mais il sera nécessairement l'œuvre de milliers et de milliers de travailleurs ou d'intellectuels prêts à se mettre dans leur camp, qui parviendraient à la conscience qu'il ne suffit pas de déplorer les dégâts du capitalisme. Il faut y mettre fin et, pour y mettre fin, la seule force sociale qui en a la capacité est celle des exploités en mouvement et organisés pour cela.

Lutte Ouvrière milite sur ce terrain et la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire est sa raison d'être. Pour que naisse un véritable parti ouvrier révolutionnaire, il faut que surgissent à partir de la classe ouvrière des milliers, des dizaines de milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, qui se consacrent aux intérêts collectifs de leur classe sociale jusqu'au but ultime qui est le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. La faillite manifeste du capitalisme, illustrée par la crise actuelle, les dégâts qu'elle entraînera dans la société finiront par convaincre un nombre croissant de personnes que ce système ne mérite pas de perdurer. Cette conviction les amènera à prendre part au combat pour la nécessaire transformation de la société.

Il faut un parti qui soit présent dans les entreprises pour combattre le patronat capitaliste, là où se trouvent les sources de sa richesse. Il faut un parti qui soit présent dans les quartiers populaires pour intervenir sur les multiples problèmes du monde du travail : s'opposer à l'expulsion d'un locataire étranglé par son bailleur ; vérifier les prix dans le supermarché du quartier et dénoncer les hausses excessives ; vérifier si le nombre de places dans la crèche est suffisant, s'il y a assez d'instituteurs dans la maternelle et l'école primaire et d'enseignants au collège pour assurer une éducation convenable aux enfants des classes populaires ; surveiller aussi ce qui se passe au commissariat pour intervenir contre des exactions ou les contrôles au faciès.

Du point de vue des idées et du programme, ce parti ne surgira pas de rien. Le passé, la lutte séculaire du monde du travail pour son émancipation, ont laissé un riche capital d'expériences formulées par des générations communistes révolutionnaires depuis que Marx l'avait formulé dans le *Manifeste Communiste* : « *L'émancipation des travail-*

leurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Il faut se servir de tout ce capital d'idées et d'expériences, mais il faut des femmes et des hommes qui aient cette volonté. Si les élections qui viennent contribuent un tant soit peu à accroître leur nombre, à renforcer leur détermination et à resserrer les liens entre eux, les élections de 2012 constitueront, bien plus qu'un épisode sans lendemain, une étape dans la construction d'un parti communiste révolutionnaire.

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire de différentes façons :

par courrier :

Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18

par e-mail :

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

**Visitez notre site internet : www.lutte-ouvriere.org
et, intégré à celui-ci, le site de la campagne de Nathalie Arthaud.**

